

# L'ASTI veut «des mesures concrètes»

À la veille du débat à la Chambre des députés, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés a fait part de son cahier de doléances concernant le futur Plan d'action national pluriannuel d'intégration.

L'intégration? Tous concernés». C'est le slogan du cahier de doléances émis par l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) dans le cadre du débat de consultation sur les grandes orientations du futur Plan d'action national pluriannuel d'intégration. Un sentiment partagé par la ministre de de l'Intégration, Corinne Cahen (lire ci-dessus). Hier, les membres de l'ASTI ont fait part de leur position sur le sujet à la veille du débat à la Chambre des députés. «Un plan d'action national d'intégration (PAN) doit indiquer dans un instrument foncièrement politique les grandes lignes de conduite pour activer et faciliter le vivre ensemble entre les Luxembourgeois et les non-Luxembourgeois sans oublier les frontaliers. Le défi est énorme, définit Laura Zuccoli, la présidente de l'ASTI. Dans sa transversalité, il doit avoir un impact sur les instances publiques, les ministères, les communes, la société civile... C'est dans cette optique qu'il doit être rédigé.»

Elle poursuit en s'interrogeant sur le calendrier de ce plan national d'intégration: «Ce n'est que trois ans après l'expiration du dernier (NDLR: et premier) Plan national

d'intégration que le gouvernement prend un nouvel élan pour se doter d'une nouvelle stratégie. Or, à sept mois des prochaines élections législatives, on peut se questionner sur l'utilité et le bien-fondé de la démarche.»

## ➤ «Et la discrimination?»

La présidente de l'ASTI estime également qu'au-delà du plan national d'intégration, «une analyse et une révision de la loi du 16 décembre 2008 sur l'accueil et l'intégration des étrangers s'impose, car la société a beaucoup changé ces dernières années». Laura Zuccoli déplore aussi «la disparition du volet discrimination. Ce volet ne serait-il plus d'actualité au Luxembourg? À quel niveau va-t-il être repris politiquement?»

Par ailleurs, «le PAN doit prévoir des mécanismes et des procédures d'évaluation avec des indicateurs clairs et contraignants, estime Laura Zuccoli. Dans ce contexte, la création d'un observateur du vivre ensemble rattaché à la Chambre des députés ferait sens.» Ces constats et critiques faits, Laura Zuccoli, Sergio Ferreira, le porte-parole



Photo : François Aussems

Pour l'ASTI, le futur Plan national d'intégration doit «faciliter le vivre ensemble entre les Luxembourgeois, les étrangers et les frontaliers».

de l'ASTI, et Jean-Louis Schlessler, l'un des membres du conseil d'administration de l'association, demandent «des mesures concrètes» dans le futur Plan national d'intégration et énumèrent leurs propositions.

Concernant l'accueil: évaluation et pérennisation des projets concluants menés dans le cadre de

l'appel à projets mateneen de l'Euve Grande-Duchesse Charlotte, création de mécanismes efficaces de détection et de prise en compte de la vulnérabilité dès l'enregistrement de la demande de protection internationale, scolarisation aussi rapide que possible des enfants de DPI/BPI dans les classes, encourager les constructions de logements

locatifs et de structures de cohabitation pour nouveaux résidents et arrivants dans une logique intergénérationnelle avec un encadrement à la clé... Au sujet de l'intégration: implication accrue des communes dans le dispositif de Contrat d'accueil et d'intégration (CAI), extension de l'offre et du nombre d'heures de cours de langue et d'instruction civique dans le cadre du CAI, création d'un concept d'intégration par étapes pour tous les migrants à l'image du Parcours d'intégration accompagné (PIA), implication des acteurs de la société civile au Comité interministériel d'intégration, formation continue à l'interculturalité obligatoire pour tous les fonctionnaires, agents et employés publics... Concernant la participation politique: campagnes de sensibilisation constantes sur l'importance de la participation politique et de la participation communale, établissement de budgets au niveau local avec l'intervention possible de toute la population, création de mécanismes d'initiative législative populaire... Ces propositions seront-elles dans le futur plan national d'intégration?

G. Ch.